

décréter un autre tarif protecteur. En 1846, certains économistes, croyant le pays à l'abri de la banqueroute parce que l'or commençait à y abonder de la Californie, jugèrent le temps arrivé d'en revenir à un tarif *plus libéral*, et en effet les droits furent diminués de moitié. En 1857, une autre banqueroute vint démontrer que les Etats-Unis n'étaient pas encore mûrs pour le libre-échange, et que leurs industries ne pouvaient pas encore soutenir la concurrence étrangère. Diverses modifications furent introduites de temps à autre dans le tarif de 1846, mais sans le rendre exclusivement protecteur : les intérêts du Sud, intérêts mal entendus, s'y opposèrent, et à la crise financière de 1857 succéda l'autre crise de la sécession en 1861, qui dura quatre ans et coûta des flots de sang et d'or à la République. Voilà ce qu'il en coûte à un pays de ne pas tenir compte des enseignements de l'expérience et de l'histoire des autres peuples.

Un fait digne de remarque est que chacune des crises financières des Etats-Unis fut précédée d'exportations considérables de valeurs monnayées ; et au milieu de la paix la plus profonde, alors que leurs exportations de produits avaient atteint une proportion fabuleuse et que les marchés européens étaient couverts de leurs effets publics, on vit les Etats-Unis déclarer leur incapacité de solder l'excédant de leurs importations.

Quel moyen leur reste-t-il de sortir de l'impasse effrayante où les ont mis la guerre du Sud et leurs émissions de papier-monnaie ? Un seul, l'adoption d'un tarif assez élevé sur les importations d'articles étrangers pour leur donner moins de valeur que les articles qu'ils peuvent eux-mêmes facilement exporter. C'est ainsi qu'ils pourront faire tomber le chiffre des importations au-dessous de celui des exportations, et retenir dans le pays le numéraire dont ils ont si grand besoin.

A moins de recourir à ce remède, les Etats-Unis marchent rapidement à une banqueroute générale. Leurs importations de 1864 se sont élevées au chiffre de \$328,000,000, et celui de leurs exportations, non compris celle du numéraire, à environ \$250,000,000, valeur courante, ce qui, réduit en espèces, équivalait à \$100,000,000 environ, laissant par conséquent un découvert de \$228,000,000 à solder en espèces et en bons du trésor. Sur les valeurs exportées figure une somme de \$40,000,000 en espèces représentant le service des intérêts et dividendes sur les effets de chemins de fer et du gouvernement vendus en Europe avant la guerre ; le reste, c'est-à-dire \$188,000,000, devra être soldé en bons du trésor valant environ 60 à 70 cents par piastre. Ainsi donc, pour peu